



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/6 (Sect. 30)
3 août 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995*

TITRE XI. DEPENSES D'EQUIPEMENT

Chapitre 30. *Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien*

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	2
A. Construction	5
B. Transformation et amélioration des locaux	6
C. Gros travaux d'entretien	11

* Le présent document contient le chapitre 30 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session (A/48/6/Rev.1)*.

CHAPITRE 30. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET AMELIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN

Vue d'ensemble

TABLEAU 30.1. PREVISIONS DE DEPENSES POUR 1994-1995, PAR PROGRAMME
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

	1992-1993 Crédits révisés	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1994-1995 Crédits demandés
		Montant	Pourcentage			
A. Travaux de construction	62 533,0	(45 291,1)	(72,4)	17 241,9	-	17 241,9
B. Transformation et amélioration des locaux	23 443,5	9 643,6	41,1	33 087,1	1 966,1	35 053,2
C. Gros travaux d'entretien	12 873,7	5 755,8	44,7	18 629,5	1 783,0	20 412,5
Total, budget ordinaire	98 850,2	(29 891,7)	(30,2)	68 958,5	3 749,1	72 707,6

TABLEAU 30.2. PREVISIONS DE DEPENSES POUR 1994-1995, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1992-1993 Crédits révisés	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1994-1995 Crédits demandés
		Montant	Pourcentage			
A. Travaux de construction						
1. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	4 463,6	(4 463,6)	(100,0)	-	-	-
2. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	654,5	(654,5)	(100,0)	-	-	-
3. Commission économique pour l'Afrique	57 414,9	(40 173,0)	(69,9)	17 241,9	-	17 241,9
Total A	62 533,0	(45 291,1)	(72,4)	17 241,9	-	17 241,9
B. Transformation et amélioration des locaux						
1. Programme global	-	2 752,1	-	2 752,1	101,8	2 853,9
2. New York	10 796,7	3 406,8	31,5	14 203,5	797,7	15 001,2
3. Genève	8 551,3	3 715,7	43,4	12 267,0	604,7	12 871,7
4. Vienne	748,1	1,9	0,2	750,0	51,7	801,7
5. Nairobi	653,6	(299,1)	(45,7)	354,5	83,8	438,3
6. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	1 446,5	103,5	7,1	1 550,0	98,5	1 648,5
7. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	629,5	80,5	12,7	710,0	159,1	869,1
8. Commission économique pour l'Afrique	617,8	(117,8)	(19,0)	500,0	68,8	568,8
Total B	23 443,5	9 643,6	41,1	33 087,1	1 966,1	35 053,2
C. Gros travaux d'entretien						
1. New York	7 938,8	2 735,2	34,4	10 674,0	788,7	11 462,7
2. Genève	2 674,3	416,9	15,5	3 091,2	166,7	3 257,9
3. Vienne	288,6	11,4	3,9	300,0	-	300,0
4. Nairobi	385,6	1 358,7	352,3	1 744,3	416,7	2 161,0
5. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	628,4	856,6	136,3	1 485,0	122,1	1 607,1
6. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	246,9	228,1	92,3	475,0	136,4	611,4
7. Commission économique pour l'Afrique	711,1	148,9	20,9	860,0	152,4	1 012,4
Total C	12 873,7	5 755,8	44,7	18 629,5	1 783,0	20 412,5
Total A, B et C	98 850,2	(29 891,7)	(30,2)	68 958,5	3 749,1	72 707,6

Vue d'ensemble

30.1 Les activités inscrites à ce chapitre sont décrites au sous-programme 5 (Exploitation et entretien des installations et travaux de construction) du Programme 43 (Services généraux) qui font partie du grand Programme X (Services administratifs) du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 (A/45/6/Rev.1, par. 43.38 à 43.41 et A/47/6/Rev.1). Un autre texte portant autorisation de ces activités est la résolution 37/14 E du 16 novembre 1982, dans laquelle l'Assemblée a approuvé le programme systématique et progressif de remplacement et de modernisation du matériel électronique des salles de conférence au Siège de l'ONU qui lui avait été présenté.

30.2 Les dépenses de personnel et dépenses connexes se rapportant aux activités inscrites au sous-programme décrit ci-après figurent au chapitre 25 D du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995. Certaines des activités inscrites au sous-programme relèvent des unités administratives qui sont chargées des services généraux dans les lieux d'affectation hors Siège et les commissions régionales. Les unités concernées sont, entre autres, les services généraux de la Division de l'Administration de l'Office des Nations Unies à Genève, les services généraux de la Division des Services administratifs et des services communs de l'Office des Nations Unies à Vienne, les services communs des Nations Unies à Nairobi et les divisions de l'administration des commissions régionales. L'objectif est d'aborder de manière coordonnée et systématique les problèmes identiques que la gestion des immeubles et la réalisation des gros travaux d'entretien et de construction posent à ces services. Bien que les activités en question soient réparties entre les unités compétentes, la part des crédits nécessaires qui correspond à des dépenses d'équipement est demandée globalement dans le présent chapitre, la gestion de ces dépenses étant coordonnée et centralisée. Les ressources demandées ci-après ont donc pour but de couvrir le coût des travaux de construction, de transformation et d'amélioration des locaux et des gros travaux d'entretien qui seront entrepris dans les principaux lieux d'affectation.

30.3 L'ampleur des gros travaux d'entretien requis varie selon l'âge des bâtiments, le type de construction, le climat et la qualité des programmes ordinaires d'entretien. La majorité des immeubles de l'ONU ont plus de 20 ans, ce qui exige des interventions de plus en plus importantes pour prévenir leur obsolescence structurelle, fonctionnelle et technique. L'introduction des technologies nouvelles utilisées dans les communications, la bureautique et l'informatique oblige à réaménager les bâtiments, qui n'ont pas été conçus pour accueillir le matériel spécialisé nécessaire. Par exemple, les dispositifs permettant d'économiser l'énergie ne peuvent être installés dans les bâtiments existants qu'au prix de modifications considérables sur le plan architectural et technique. Les nouvelles réglementations en matière de sécurité et d'environnement imposent aux propriétaires des bâtiments de mettre ceux-ci aux normes modernes dans des domaines comme la sécurité en cas d'incendie, l'accès des personnes handicapées, la qualité de l'air, la réduction des surfaces d'amiante et la manutention des matières dangereuses et toxiques. Enfin, pour satisfaire la demande de locaux supplémentaires entraînée par l'expansion des programmes de fond, des opérations de maintien de la paix et des activités humanitaires, il faut commencer par réaménager de façon optimale l'espace disponible et, le cas échéant, construire de nouveaux bâtiments ou louer de nouveaux locaux.

30.4 Le programme d'entretien, de modernisation et d'amélioration des locaux a souffert des difficultés financières rencontrées par l'Organisation, qui ont contraint à reporter divers projets déjà approuvés. La plus grande rigueur budgétaire étant exigée, on a dû étaler le programme ordinaire sur plusieurs exercices biennaux. Etant donné que les projets en question sont souvent longs à réaliser ou ne peuvent être exécutés qu'à la bonne saison, dans bien des cas on a eu du mal à terminer les projets de transformation et d'amélioration au cours de l'exercice pour lequel des crédits avaient été ouverts. Sachant qu'il serait difficile de les achever au cours de l'exercice considéré, on a reporté nombre d'entre eux aux exercices suivants.

30.5 Bien que l'on s'efforce de surmonter ces difficultés, certains gros travaux d'entretien sont sujets à des interruptions imprévues. Il arrive que la main-d'oeuvre, les matériaux ou les services techniques nécessaires fassent subitement défaut, en particulier dans les lieux d'affectation hors Siège. Les conditions météorologiques peuvent obliger à arrêter les travaux d'entretien des voies d'accès, des façades et autres éléments des infrastructures. Des lenteurs dans le processus d'appels d'offres, dans la passation des marchés ou dans la négociation des aspects juridiques des contrats peuvent également entraîner des retards incontrôlables.

30.6 La plupart des projets proposés pour l'exercice biennal 1994-1995 ont déjà été approuvés par l'Assemblée générale mais ont dû être reportés en raison soit de la situation financière de l'Organisation, soit de la nécessité d'entreprendre d'autres projets urgents imprévus. Certains des projets font suite à des projets précédemment approuvés. En conséquence, les propositions ici formulées représentent une nouvelle phase d'un programme de "rattrapage" qui devrait se poursuivre pendant toute la durée du plan à moyen terme et que les unités administratives susmentionnées sont en mesure d'exécuter compte tenu de leurs effectifs actuels. Elles ne reflètent pas les montants nécessaires pour exécuter l'intégralité du programme de gestion des immeubles dont il est question dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session (A/45/796).

Ressources nécessaires (aux taux courants)

30.7 Comme il ressort du tableau 30.1 ci-dessus, le montant total des ressources prévues à ce chapitre est estimé à 68 958 500 dollars. Ce montant se décompose comme suit : travaux de construction (17 241 900 dollars), transformation et amélioration des locaux (33 087 100 dollars), et gros travaux d'entretien (18 629 500 dollars).

A. Construction

1. Construction d'installations de conférence à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok

30.8 La majeure partie des travaux de construction d'installations de conférence à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a été achevée au début de 1993 et le bâtiment a été inauguré le 9 avril 1993. Les derniers travaux de mise au point des installations techniques sont en cours et toutes les factures non acquittées provenant de l'entrepreneur sont actuellement passées en revue. Un rapport distinct sur l'achèvement du projet de construction à Bangkok sera présenté à l'Assemblée générale au cours de sa quarante-huitième session. Aucun crédit supplémentaire n'est demandé pour l'exercice biennal 1994-1995.

2. Construction de locaux annexes pour agrandir le bâtiment nord de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Santiago

30.9 La construction de locaux annexes pour agrandir le bâtiment nord de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à Santiago a été achevée en 1992. Aucun crédit n'est donc demandé pour l'exercice biennal 1994-1995.

3. Construction d'installations de conférence à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba

30.10 On se souviendra que dans le rapport du Secrétaire général sur la construction de nouvelles installations de conférence au siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (A/C.5/45/53), il était prévu que le projet serait achevé au cours de l'exercice biennal 1994-1995. L'ouverture de crédit demandée pour l'exercice biennal 1994-1995 est estimée à 17 241 900 dollars. Actuellement, l'Organisation des Nations Unies et l'entrepreneur sont toujours en négociations au sujet de la demande d'indemnisation faite par l'entrepreneur. En effet, compte tenu du cas de force majeure constitué par la situation à Addis-Abeba, un délai supplémentaire est nécessaire pour achever les travaux, délai qui entraîne des dépenses supplémentaires. On estime que la solution que l'on pourra apporter à ce problème n'aura pas pour effet d'augmenter le coût estimatif du projet, soit 107 576 900 dollars, montant communiqué à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session. Un rapport intérimaire détaillé sur l'exécution du projet de construction à Addis-Abeba, faisant le point des négociations entre l'Organisation des Nations Unies et l'entrepreneur, sera présenté à l'Assemblée à sa quarante-huitième session. En attendant le résultat des négociations, on estime que le montant total prévu pour l'exercice biennal 1994-1995 restera dans les limites de l'ouverture de crédit demandée (17 241 900 dollars), telle qu'elle figure dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale. C'est donc un crédit de ce montant qui est demandé.

B. Transformation et amélioration des locaux

1. Programme général (2 752 100 dollars)

30.11 On se souviendra que, dans le rapport du Secrétaire général sur le bilan des innovations techniques à l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/46/5), il a été proposé de mettre en place un réseau mondial de télécommunications du système des Nations Unies qui assurerait l'écoulement du trafic tant de l'Organisation des Nations Unies que des institutions spécialisées. Dans sa résolution 46/185 B V du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale a notamment pris acte des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹ selon lesquelles il faudrait étudier plus avant les modalités pratiques de la mise en place d'un réseau commun de télécommunications et établir des prévisions de dépenses détaillées, en étroite consultation avec les institutions spécialisées; et, lorsqu'un plan d'opérations aurait été bien mis au point et accepté par les institutions spécialisées, un rapport détaillé proposant l'expansion du réseau actuel de télécommunications devrait être présenté à l'Assemblée générale, avec un calendrier d'exécution, des prévisions de dépenses et un plan de financement.

30.12 La plupart des organismes n'étant pas prêts à financer un réseau mondial de télécommunications avant qu'il soit mis en exploitation, et compte tenu du fait qu'un réseau amélioré de télécommunications pour l'Organisation des Nations Unies serait non seulement économique mais également bien adapté aux activités quotidiennes de l'Organisation dans des domaines fondamentaux comme les opérations de maintien de la paix, l'aide humanitaire et la diplomatie préventive, il est proposé de modifier le système de télécommunications de l'Organisation des Nations Unies de telle façon qu'il réponde aux besoins exclusifs de l'Organisation. Les ressources prévues (2 572 100 dollars) couvriraient l'achat de matériel et les dépenses connexes liées à l'installation de stations terriennes de satellites à la CEPALC à Santiago, à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) à Amman et à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Un rapport détaillé proposant la modernisation du réseau actuel de télécommunications de l'Organisation des Nations Unies sera présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.

2. Siège de l'ONU à New York (14 203 500 dollars)

30.13 Les projets qu'il est envisagé d'exécuter au Siège pendant l'exercice biennal 1994-1995 et dont le coût est estimé à 14 203 500 dollars (aux taux courants) sont décrits ci-après :

- a) Projets relatifs aux installations générales (10 021 300 dollars) :
 - i) Etude exhaustive et élaboration d'un plan-cadre pour toutes les installations de l'ONU à New York, ainsi que d'un programme prioritaire de rénovation échelonné sur 12 ans (900 000 dollars). Compte tenu de l'âge des bâtiments du Siège - 40 ans - il est nécessaire d'entreprendre de gros travaux de rénovation, de modernisation et de réparation tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments ainsi que sur l'ensemble du site. En outre, les innovations techniques introduites au fil des années mettent lourdement à contribution les installations mécaniques et électriques, qui sont maintenant saturées. Celles-ci ne sont donc plus adaptées aux besoins, sont peu performantes, entraînent une consommation d'énergie plus importante et une augmentation des coûts. Compte tenu de la détérioration de plus en plus rapide des installations du Siège, due à l'usure normale du système, à l'exposition des installations aux intempéries, ainsi qu'à l'âge et à l'obsolescence des systèmes et installations mécaniques et électriques, il est nécessaire d'élaborer un plan à long terme de gros travaux d'entretien et des projets d'amélioration des équipements;
 - ii) Poursuite d'un programme quadriennal, lancé en 1992, concernant l'installation de câbles dans les locaux du Siège. Cette installation doit permettre d'assurer les communications électroniques entre les services du Siège

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 7A (A/46/7/Add.1 à 16), document A/46/7/Add.12.

ainsi que des échanges de données plus performants et plus économiques entre les services électroniques de New York et ceux d'autres lieux d'affectation (4 616 300 dollars);

- iii) Modernisation et amélioration du matériel et des installations électriques et mécaniques (3 245 000 dollars). Les ressources prévues doivent permettre de poursuivre les travaux prioritaires relatifs au matériel électrique et à l'éclairage (100 000 dollars); au chauffage, à la ventilation et à la climatisation (1 570 000 dollars) et de poursuivre le programme de modernisation et de remplacement de l'éclairage par un nouvel appareillage à faible consommation d'énergie dans le bâtiment du Secrétariat (500 000 dollars). En application de la Convention de Montréal, l'utilisation de gaz réfrigérants est progressivement abolie et leur fabrication est graduellement supprimée. Il est donc nécessaire de modifier toutes les installations de climatisation dans la chambre des compresseurs afin d'utiliser d'autres agents de refroidissement. Les systèmes actuels de surveillance et de détection des incendies au Siège sont arrivés au terme de leur durée d'existence. Il a déjà fallu procéder, à plusieurs reprises, à de gros travaux de remise en état pour assurer le fonctionnement des systèmes afin d'assurer la sécurité des délégations et du personnel. Un programme quadriennal de remplacement des systèmes de détection des incendies et de sécurité, d'un montant estimatif de 2 450 000 dollars, est donc proposé. Pour l'exercice biennal 1994-1995, les dépenses prévues s'élèvent à 1 075 000 dollars;
 - iv) Informatisation de la gestion des installations (910 000 dollars). Il est proposé d'exécuter un programme quadriennal, dont le coût est estimé à 1 780 000 dollars, afin d'informatiser la gestion des installations. Pour l'exercice biennal 1994-1995, il est prévu d'informatiser le fonctionnement des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation, de programmer le calendrier d'entretien du matériel électrique et d'établir un système informatisé d'inventaire des meubles et des locaux à usage de bureaux;
 - v) Amélioration des aménagements et des voies d'accès (350 000 dollars). Pour permettre l'accès des locaux à tous, y compris aux handicapés, et conformément au *Disabilities Act* (loi sur les handicapés) des Etats-Unis d'Amérique, il est nécessaire d'améliorer les conditions d'accès aux bâtiments et de circulation à l'intérieur de ceux-ci et de procéder à d'autres modifications des installations, telles que l'aménagement des toilettes, l'installation dans les couloirs de lampes stroboscopiques pour les malentendants, le remplacement des poignées de porte et, le cas échéant, l'installation de rampes d'accès supplémentaires;
- b) Amélioration de la sécurité et de la sûreté (1 652 200 dollars). Les ressources prévues à ce titre sont les suivantes :
- i) Remplacement des postes de contrôle (410 000 dollars). En raison de leur exposition permanente aux intempéries, les postes de contrôle situés aux différentes entrées du Siège se sont gravement détériorés. Le programme de remplacement s'étalera sur deux exercices biennaux et son coût estimatif est de 810 000 dollars. Pour l'exercice biennal 1994-1995, il est proposé de remplacer et d'agrandir les postes de sécurité suivants afin d'appliquer les normes de sécurité en vigueur : postes de sécurité temporaires situés sur la 1re Avenue à la 43e et à la 44e Rue et à l'angle de la 42e Rue et de la voie de service; poste de sécurité situé sur la 1re Avenue à la 42e Rue; et poste de sécurité central pour l'accès des véhicules situé sur la 1re Avenue à la 43e Rue;
 - ii) Amélioration de l'éclairage de secours et des signaux destinés à l'évacuation d'urgence dans les bâtiments du Secrétariat, les salles de conférence et la salle de l'Assemblée générale (492 200 dollars). Conformément au nouveau code de prévention des incendies de la ville de New York, il est nécessaire d'installer un éclairage de secours et des signaux le long des voies d'évacuation afin de renforcer le dispositif de protection dans les cas d'urgence, en cas d'évacuation du bâtiment ou lorsque le système d'alimentation électrique tombe en panne;
 - iii) Installation d'écrans protecteurs sur les fenêtres des quatre premiers étages du bâtiment du Secrétariat (250 000 dollars); et installation de rambardes de sécurité pour les véhicules à tous les points d'entrée et de sortie du Siège (500 000 dollars). Afin de renforcer la protection et d'empêcher l'accès de personnes non autorisées dans les bâtiments, il est nécessaire d'installer des écrans protecteurs sur les fenêtres extérieures des quatre

premiers étages de tous les bâtiments du Siège pour empêcher les bris de vitres ainsi que des rambardes de sécurité télescopiques à mécanisme hydraulique pour les véhicules automobiles;

c) Aménagements apportés aux installations de conférence (1 900 000 dollars). Un programme systématique et progressif de remplacement et de modernisation du matériel électronique des salles de conférence au Siège de l'ONU, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/14 E, a été lancé en 1982. Au cours de l'exercice biennal 1994-1995, il est prévu de remplacer et de moderniser le matériel électronique d'interprétation simultanée dans les salles de conférence 1 et 2 (1 660 000 dollars); et de remplacer le matériel de la régie finale sonore (240 000 dollars). Le système actuel, qui relie les installations audio entre toutes les salles de conférence et la Section de rédaction des procès-verbaux de séance, a été installé il y a plus de 40 ans et est maintenant obsolète;

d) Activités d'information du public (630 000 dollars). Les ressources prévues doivent permettre la rénovation du centre de production et d'enregistrement dans le bâtiment de l'Assemblée générale (350 000 dollars) afin de faciliter la production radiophonique et de lui fournir l'appui technique nécessaire; le regroupement des salles d'enregistrement vidéo 1 et 2 dans le bâtiment de l'Assemblée générale en une seule salle (245 000 dollars) afin de rationaliser la gestion des opérations d'enregistrement sur magnétoscope et de stockage des cassettes; et le réaménagement du guichet de vente de billets du service des visiteurs (35 000 dollars) afin de permettre une circulation plus fluide des visiteurs et d'empêcher que le personnel se trouvant derrière le guichet soit ébloui par les rayons du soleil.

3. Office des Nations Unies à Genève (12 267 000 dollars)

30.14 Les projets qu'il est proposé d'exécuter pendant l'exercice biennal 1994-1995, et dont le coût est estimé à 12 267 000 dollars (aux taux courants), portent sur la modernisation et la rénovation des bâtiments et des installations techniques.

a) Rénovation de la salle de l'Assemblée (7 961 000 dollars). Les derniers travaux de réparation et de rénovation de la salle de l'Assemblée remontent à 25 ans. Le matériel et les installations techniques sont usés et ont besoin d'être réparés ou remplacés par du matériel répondant aux normes actuelles et adaptés aux besoins de services de conférence modernes. Il est nécessaire de modifier la disposition des sièges afin d'accroître la capacité d'accueil. Les installations techniques et améliorations devant être effectuées en même temps que les travaux de rénovation de la salle de l'Assemblée, les ressources prévues pour l'exercice biennal 1994-1995 couvrent le coût total des travaux de rénovation et de modernisation des installations techniques. Les montants prévus se répartissent comme suit :

- i) Remplacement et modernisation du système de climatisation (990 000 dollars). Ce système, installé en 1953, est devenu vétuste. Le fabricant ne fabrique plus le matériel et n'assure plus de service après vente. Il convient donc d'installer de nouveaux appareils de climatisation et de réglage;
- ii) Remplacement du matériel d'interprétation simultanée et installation d'un tableau de vote électronique (1 380 000 dollars). Le matériel d'interprétation simultanée actuel a été installé en 1961. Le nombre de microphones (132) est inférieur au nombre total actuel d'Etats Membres des Nations Unies. Il n'est pas possible d'accroître la capacité du système car le matériel utilisé n'est plus fabriqué et il n'existe plus de pièces détachées ni de service après vente;
- iii) Rénovation de la salle de l'Assemblée et de ses tribunes (3 510 000 dollars). Le projet de rénovation comprend les travaux ci-après : dépose et remplacement des moquettes autour du podium et dans les tribunes; et pose de la nouvelle moquette compte tenu de la nouvelle disposition des sièges (672 000 dollars); construction d'un podium amovible conçu de façon à pouvoir être démonté et remonté pour répondre aux besoins spécifiques des réunions (370 000 dollars); modification de huit cabines d'interprétation (240 000 dollars); transformation des couloirs (100 000 dollars); installation d'échafaudages et peinture de tout le hall d'entrée (300 000 dollars); remplacement des revêtements muraux (600 000 dollars); suppression des surfaces d'amiante et remplacement de celles-ci par d'autres matériaux (533 000 dollars); remplacement des tentures (575 000 dollars); installation

d'un revêtement protecteur sur le toit de verre afin d'empêcher le passage direct des rayons solaires et la condensation et de régulariser la température (120 000 dollars);

- iv) Installation de mobilier fixe (1 382 000 dollars). Les ressources prévues permettront de rénover et de remplacer le mobilier dans les travées où prennent place les délégués ainsi que dans les tribunes;
- v) Amélioration de l'éclairage pour l'adapter à la nouvelle disposition des sièges (140 000 dollars);
- vi) Honoraires des architectes, des ingénieurs-conseils, etc. (559 000 dollars);

b) Remise en état de la salle de conférence H3 (450 000 dollars). Le projet comprend la transformation des cabines d'interprétation (169 300 dollars) et le remplacement du système de climatisation (131 500 dollars) et des installations d'interprétation simultanée (149 200 dollars). Les systèmes de climatisation et d'interprétation simultanée ont été installés en 1966 et 1967 respectivement. Il est nécessaire de les remplacer car il n'existe plus de pièces détachées ni de service après vente;

c) Modernisation de la cuisine centrale et de la cafétéria (1 026 000 dollars). Le Comité de la santé et de l'hygiène de l'Office des Nations Unies à Genève a constaté que la cuisine centrale et la cafétéria ne répondaient pas aux normes sanitaires. Les installations électriques et d'assainissement et le système de congélation sont vétustes et doivent être remplacés; le système de ventilation ne peut pas être nettoyé. Les ressources prévues permettraient de couvrir le coût du nouveau matériel de cuisine et de congélation (290 000 dollars); le remplacement du système de ventilation (450 000 dollars); la réparation des installations d'assainissement (160 000 dollars); et les travaux de maçonnerie, de plomberie et d'électricité ainsi que les honoraires des consultants (126 000 dollars);

d) Amélioration de la sécurité et de la sûreté (867 000 dollars). Les ressources prévues à cette rubrique sont les suivantes :

- i) Installation d'un système électronique permettant de contrôler (124 000 dollars) 70 portes donnant sur l'extérieur, afin d'empêcher l'entrée de personnes non autorisées par des portes d'accès non gardées et de réduire ainsi les vols; 10 portes utilisées par le personnel d'entretien et cinq portes de bureaux où est entreposé le matériel informatique;
- ii) Construction d'un petit bâtiment pour la réception et l'accès des visiteurs (743 000 dollars). Afin d'améliorer la sécurité et le contrôle des visiteurs entrant par la porte Pregny, il est proposé de construire un petit bâtiment. Les ressources prévues doivent permettre de couvrir le coût des travaux de maçonnerie (180 000 dollars), de menuiserie (200 000 dollars) et de peinture (40 000 dollars); l'installation électrique, l'éclairage, les autres installations techniques et l'achat de mobilier (243 000 dollars); ainsi que les honoraires d'architectes, d'ingénieurs, etc. (80 000 dollars);

e) Transformation de bureaux en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'espace (1 963 000 dollars). Les ressources prévues à cette rubrique doivent permettre d'apporter les améliorations et modifications nécessaires pour rationaliser l'utilisation de l'espace et d'augmenter le nombre des bureaux. Les ressources prévues se répartissent comme suit :

- i) Modification des bureaux latéraux situés aux cinquième et sixième étages du bâtiment de l'Assemblée (496 000 dollars). Ces bureaux sont en très mauvais état et ont besoin d'être rénovés. Les ressources prévues doivent permettre de couvrir le coût des travaux de peinture, de maçonnerie et de menuiserie; celui de l'installation électrique, de l'installation d'un nouveau revêtement du sol et de nouvelles tentures et les dépenses connexes;

- ii) Réparation et rénovation du huitième étage de la salle de l'Assemblée (1 123 000 dollars). Faute d'un éclairage suffisant, il n'y a pratiquement pas de bureaux à cet étage. Sa rénovation permettrait de créer une trentaine de nouveaux bureaux pour répondre aux besoins du personnel assurant le service des conférences;
- iii) Nouvel aménagement des comptoirs de distribution des documents situés à la porte 40 et au premier étage du bâtiment du Conseil (344 000 dollars). Afin de rationaliser et de réduire les coûts de la distribution des documents, il est proposé de fusionner les deux comptoirs de distribution en un seul grand centre. On libérerait ainsi un espace de 100 mètres carrés environ dans le bâtiment du Conseil, qui pourrait être utilisé pour installer de nouveaux bureaux.

4. Office des Nations Unies à Vienne (750 000 dollars)

30.15 Les ressources prévues pour les travaux de transformation et d'amélioration des locaux de l'Office des Nations Unies à Vienne (750 000 dollars) devraient permettre de couvrir le coût des divers travaux nécessaires pour transformer en bureaux des locaux précédemment utilisés à d'autres fins (256 000 dollars); de l'installation d'un système de climatisation dans les locaux où se trouve du matériel informatique et de transmission de données (382 000 dollars); et de l'installation d'une liaison de télécommunications directe entre l'Office des Nations Unies à Vienne et le service d'impression et de reproduction de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (112 000 dollars).

5. Office des Nations Unies à Nairobi (354 500 dollars)

30.16 Il est proposé d'exécuter les projets ci-après, dont le coût est estimé à 354 500 dollars :

- a) Poursuite du réaménagement des locaux pour mieux utiliser l'espace disponible pour les bureaux (97 200 dollars);
- b) Modernisation des installations techniques (257 300 dollars) : installation de dispositifs d'alarme et de détection d'incendie (66 500 dollars); remplacement et modernisation du matériel utilisé par les restaurants et les services annexes (119 800 dollars); et remplacement des canalisations d'adduction d'eau et d'écoulement des eaux usées (71 000 dollars).

6. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (1 550 000 dollars)

30.17 Les projets qu'il est proposé d'exécuter durant l'exercice biennal 1994-1995 et dont le coût est estimé à 1 550 000 dollars (aux taux courants) sont décrits ci-après :

- a) Poursuite des travaux de réaménagement des locaux libérés lors de l'achèvement du bâtiment des conférences (550 000 dollars);
- b) Amélioration des installations d'entreposage situées au sous-sol du bâtiment du secrétariat et du bâtiment des services (150 000 dollars). Les seules installations actuellement disponibles pour l'entreposage des pièces détachées, du mobilier, du matériel et des dossiers sont des boxes grillagés. Vu l'insuffisance et le caractère inadéquat des rayonnages, les articles entreposés s'abîment rapidement ou sont souvent endommagés. Les ressources demandées doivent permettre de couvrir le coût des travaux de construction d'un espace de rangement clos, équipé de rayonnages de qualité industrielle et accessible par chariots élévateurs;
- c) Remplacement des systèmes de commande des ascenseurs et remise à neuf des ascenseurs du bâtiment du secrétariat et du bâtiment des services (800 000 dollars). Les commandes électromécaniques des ascenseurs sont vétustes et les pièces détachées sont de plus en plus difficiles à obtenir. Les ressources demandées doivent permettre de moderniser et d'automatiser les systèmes de commande pour les rendre compatibles avec ceux du nouveau Centre de conférences;
- d) Sonorisation de l'ensemble du bâtiment du secrétariat et du bâtiment des services au moyen d'un système d'alerte semblable à celui du Centre de conférences (50 000 dollars). Avec le système actuel, le son ne porte pas assez et tous les

étages ne sont pas couverts. Pour relier le système qui sera mis en place dans ces deux bâtiments à celui du Centre de conférences, il faudra changer les câbles électriques et les haut-parleurs et installer un nouveau dispositif de commande et d'amplification;

e) Réalisation d'une étude technique sur le remplacement ou l'amélioration des transformateurs et des commutateurs de haute tension du bâtiment (50 000 dollars). Le matériel existant est non seulement vétuste, mais encore le système de refroidissement utilise des composés organiques toxiques aujourd'hui interdits. Cette étude permettra de passer en revue les diverses options possibles, et notamment le remplacement du transformateur actuel par un commutateur de faible tension et l'installation de celui-ci dans une sous-station située à l'extérieur.

7. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (710 000 dollars)

30.18 Les travaux de transformation et d'amélioration des locaux proposés pour la CEPALC ont trait à la poursuite des projets suivants : modernisation de toutes les installations électriques pour répondre à l'accroissement de la consommation de courant dû aux innovations techniques (120 000 dollars); remplacement des cloisons ne répondant pas aux normes de qualité exigées dans les bureaux par des cloisons insonorisées, isolées et ignifugées (180 000 dollars); amélioration du système d'éclairage dans les zones mal éclairées, installation de faux-plafonds et isolation des murs aux fins de la conservation d'énergie (50 000 dollars); poursuite des travaux de modernisation du réseau téléphonique et notamment installation d'un logiciel et d'un matériel standard pour permettre une interconnexion et une compatibilité totales avec les nouvelles installations d'autres bureaux des Nations Unies dans le monde (235 000 dollars); phase finale du projet d'installation de nouvelles lignes de communication avec l'ordinateur central et le réseau d'ordinateurs (20 000 dollars). Les ressources demandées doivent également permettre d'aménager les escaliers de secours pour les rendre conformes aux normes réglementaires et d'améliorer l'accès des personnes handicapées (65 000 dollars); d'installer sur le terrain de la CEPALC des arroseurs automatiques qui réduiront les besoins en main-d'oeuvre (20 000 dollars); et d'informatiser l'agencement des étages et l'utilisation de l'espace (20 000 dollars).

8. Commission économique pour l'Afrique (500 000 dollars)

30.19 Les ressources demandées doivent permettre de réaménager la rotonde de la Maison de l'Afrique (120 000 dollars); de procéder dans tous les bâtiments à la réparation des fenêtres et au remplacement des châssis basculants (80 000 dollars); de réaménager le sous-sol de la nouvelle aile du bâtiment afin d'augmenter les capacités d'entreposage (50 000 dollars); de remplacer toutes les lampes de la Maison de l'Afrique et de la nouvelle aile du bâtiment (50 000 dollars); de réagencer le sous-sol du bâtiment de la bibliothèque (50 000 dollars); de rénover le premier étage de la nouvelle aile du bâtiment (100 000 dollars); et de rénover la cafétéria (50 000 dollars).

C. Gros travaux d'entretien

1. Siège de l'ONU à New York (10 674 000 dollars)

30.20 Il est proposé d'entreprendre les projets ci-après au cours de l'exercice biennal 1994-1995 dans le cadre de la poursuite du programme relatif aux gros travaux d'entretien du Siège de l'ONU :

a) Installations de chauffage, de ventilation et de climatisation (600 000 dollars). Les projets regroupés sous cette rubrique ont trait notamment au remplacement des serpentins de chauffage et de refroidissement ainsi que des paliers et des arbres d'un certain nombre de ventilateurs; à la réparation et à la remise en état du matériel utilisé dans différentes salles où sont placés des ventilateurs, des gros compresseurs et des dispositifs d'entrée et d'échappement d'air des installations de climatisation;

b) Entretien des installations électriques (300 000 dollars). Les projets regroupés sous cette rubrique ont trait au remplacement des coupe-circuit dans les panneaux de sous-distribution, ainsi que dans le bâtiment de l'Assemblée générale et dans le bâtiment des conférences; au remplacement des variateurs de lumière, des prises de courant et des horloges murales; et au calibrage des tableaux de distribution et des commandes des moteurs;

c) Entretien de la plomberie (500 000 dollars). Les ressources demandées doivent permettre de remplacer les canalisations et la robinetterie endommagées ou défectueuses dans tous les bâtiments du Siège; de remplacer les appareils sanitaires, les conduites d'eau chaude, les grilles et les siphons; et d'entretenir et de réparer les tapis roulants du bâtiment du Secrétariat, les portes électro-pneumatiques, les monte-plats, les rideaux de fer enrouleurs, le système de pompage de l'eau du fleuve et les puisards;

d) Remplacement des moquettes et tentures et travaux de tapisserie d'ameublement (800 000 dollars). Les ressources demandées doivent permettre de remplacer et de réparer, suite à l'usure normale, les moquettes, les tentures et les stores vénitiens dans plusieurs locaux du Siège ainsi que de retapisser le mobilier des salles de conférence;

e) Menuiserie (175 000 dollars). Les ressources demandées doivent permettre l'exécution du programme ordinaire de remplacement ou de remise à neuf du mobilier de catégorie A dans tous les bâtiments;

f) Peinture (900 000 dollars). Les projets qu'il est prévu d'entreprendre pour l'exercice biennal 1994-1995 comprennent la peinture de plusieurs zones des bâtiments de l'Assemblée générale, du Secrétariat, de la Bibliothèque et des salles de conférence ainsi que le marquage des voies de circulation devant le bâtiment du Secrétariat;

g) Entretien général (800 000 dollars). Les ressources demandées doivent permettre de remplacer selon que de besoin les vitres brisées dans l'ensemble des bâtiments ainsi que les panneaux de décharge vitrés situés entre les étages du bâtiment du Secrétariat; de calfater et d'étancher les façades; de remplacer le revêtement des planchers, les coussinets extérieurs des portes et les châssis basculants des fenêtres; de revêtir les trottoirs à l'aide de béton et d'installer des arroseurs dans le jardin nord;

h) Réduction des surfaces d'amiante (1 million de dollars). Il est proposé de poursuivre l'exécution, au cours de l'exercice biennal 1994-1995, du programme pluriannuel de réduction des surfaces d'amiante, lancé au cours de l'exercice 1988-1989. Il sera à cet effet tenu compte des directives techniques appropriées, résultats des études sur la qualité de l'air ainsi que de l'état dans lequel se trouvent certaines parties des bâtiments;

i) Entretien des structures et du bâti (5 599 000 dollars). Les ressources demandées au titre de l'entretien des structures et du bâti ont trait aux projets suivants :

- i) Poursuite des travaux de réparation et de remise en état des structures qui surplombent le FDR Drive (3 600 000 dollars). En 1992, en raison du mauvais état des structures qui surplombent le FDR Drive, ce qui constituait un danger pour les automobilistes qui y circulaient, l'Assemblée générale, par sa résolution 47/220 A en date du 23 décembre 1992 sur le budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993, a approuvé entre autres dispositions les ressources nécessaires à la première phase des travaux de réparation et de remise en état de ces structures. Les ressources demandées pour l'exercice biennal 1994-1995 doivent permettre de poursuivre les travaux de réparation de ces structures et notamment d'enlever et de remplacer 10 joints de dilatation de même que la totalité de la surface de béton goudronnée située de part et d'autre de ces joints, à savoir le passage nord-sud pour piétons se trouvant au milieu du jardin, le terrain de jeux situé au nord et les parties sud du jardin contiguës au bâtiment du Secrétariat;
- ii) Etanchéification des dalles en béton du premier sous-sol et de certaines parties du deuxième sous-sol du garage (694 000 dollars). Les travaux de remise en état et d'étanchéification du garage des Nations Unies effectués au cours des exercices biennaux précédents ont permis de rénover des structures dont le mauvais état risquait de se répercuter sur la dalle en béton du deuxième sous-sol. L'étanchéification du reste du deuxième sous-sol sera terminée au cours du présent exercice. Cependant, en raison de la pénétration de sels durant plusieurs hivers successifs, le premier sous-sol a subi des dégâts. Il est donc proposé de procéder à l'étanchéification du premier sous-sol et du reste du deuxième sous-sol de façon à éviter des dégâts structurels comparables à ceux qui ont été constatés dans les autres parties du garage, même si l'examen du premier sous-sol et du reste du garage n'a pas permis de constater une détérioration de la structure;

- iii) Réfection du toit du bâtiment du Secrétariat (195 000 dollars). La surface du toit du bâtiment du Secrétariat qui a été refaite il y a 10 ans s'est dégradée et présente des fissures. Les ressources demandées doivent permettre d'effectuer les réparations nécessaires pour prévenir les fuites et éviter la détérioration de la structure;
- iv) Etanchéification des planchers des salles des machines aux 6e, 16e, 28e et 39e étages du bâtiment du Secrétariat (555 000 dollars). En raison d'un phénomène normal de dilatation et de contraction des surfaces en béton, les planchers des quatre salles des machines du bâtiment du Secrétariat présentent des signes d'usure. Ce phénomène a provoqué au cours des années des fissures pouvant entraîner des fuites en cas de condensation ou de rupture d'une canalisation et comme les bureaux situés en dessous de ces salles ont déjà été endommagés par des fuites, il est proposé de faire le nécessaire pour prévenir de nouveaux dégâts;
- v) Réfection du trottoir en béton contigu au jardin de la Cloche de la Paix (355 000 dollars). Les ressources prévues à cette rubrique doivent permettre de poursuivre les travaux de réfection du trottoir amorcés en 1988. Depuis cette date, la zone située autour de la Cloche de la Paix s'est détériorée, ce qui a provoqué des fuites fréquentes dans les salles de conférence A, B, C et D. Il faut donc faire les réparations nécessaires;
- vi) Installation d'un nouveau dispositif d'alimentation électrique pour les ascenseurs desservant les étages élevés (200 000 dollars). Les ressources demandées doivent permettre d'accroître la sécurité et la fiabilité de fonctionnement des ascenseurs qui desservent la partie supérieure du bâtiment du Secrétariat en dédoublant le dispositif qui alimente aujourd'hui en électricité à la fois les six ascenseurs et les deux monte-charge.

2. Office des Nations Unies à Genève (3 091 200 dollars)

30.21 Il est proposé d'exécuter, au cours de l'exercice biennal 1994-1995, les projets ci-après dont le coût est estimé à 3 091 200 dollars (aux taux courants).

- a) Bâtiments (1 476 000 dollars) :
 - i) Remise en état des aires de stationnement et du revêtement des chaussées (334 000 dollars). Les ressources demandées doivent permettre de remettre en état la chaussée sérieusement endommagée qui ceint le Musée Ariana et permet d'accéder au Palais, aux annexes et aux stationnements de la route de Pregny;
 - ii) Installation de canalisations distinctes d'écoulement des eaux usées aux pavillons La Pelouse, Le Bocage et La Fenêtre (204 000 dollars). Suite à la demande formulée par les autorités genevoises et pour répondre aux normes exigées, il faudra installer un deuxième dispositif d'évacuation des eaux usées de manière à drainer les eaux de pluie vers le réseau principal des égouts de Genève;
 - iii) Poursuite du programme de réfection des toits en terrasse des divers bâtiments afin d'éviter les infiltrations d'eau de pluie (505 000 dollars);
 - iv) Réparation de la structure et des façades des pavillons du Bocage (102 000 dollars). La structure en bois de ces pavillons préfabriqués a besoin d'être réparée et repeinte;
 - v) Réfection de l'escalier de secours No 39 (154 000 dollars). Cet escalier est dans un tel état qu'il risque de devenir dangereux en cas d'incendie. Les ressources demandées doivent permettre de réparer l'escalier proprement dit et les fissures des murs de façon à les protéger contre la pluie et à éviter de nouvelles dégradations;
 - vi) Remplacement du plancher surélevé de la Salle du Conseil (177 000 dollars). Les supports métalliques situés en dessous de ce plancher se sont disjointes et les câbles sont sectionnés. Le plancher doit être remplacé en raison de l'imminence du danger;

- b) Matériel et installations techniques (1 615 200 dollars) :
- i) Remplacement des dispositifs de commande des ascenseurs du bâtiment E (307 000 dollars). Ces ascenseurs ont été installés en 1972. Au bout de 22 ans d'utilisation intensive, les dispositifs de commande ont besoin d'être remplacés et modernisés. Deux groupes de quatre ascenseurs doivent être remplacés : 42A, 42B, 43A et 43B d'une part, et 40A, 40B, 41A et 41B de l'autre;
 - ii) Remplacement de la chaudière No 1 et de la chaudière de la Villa Le Bocage (292 000 dollars). La coque de la chaudière est en si mauvais état qu'elle présente un risque réel de perforation. Les travaux prévus comprennent la démolition et l'enlèvement de l'ancienne chaudière et du matériel auxiliaire; l'installation d'une nouvelle chaudière; la remise en état, le réglage, l'ajustement et la vérification du brûleur; les raccordements électriques à effectuer et les modifications à apporter au panneau de commande; le raccordement de la nouvelle chaudière à la cheminée et aux installations hydrauliques; la mise en place d'un support en maçonnerie et la réparation des planchers; et, enfin, la pose d'un nouveau revêtement intérieur dans la cheminée;
 - iii) Remplacement de 13 panneaux électriques dans le bâtiment E (313 000 dollars). Les panneaux électriques se trouvant à chaque étage du bâtiment sont équipés de coupe-circuit, de plots de contact, de relais et d'interrupteurs dont l'installation remonte aux années 70. Les pièces de rechange n'étant plus disponibles, il est proposé de remplacer ces panneaux par des panneaux neufs, au coût unitaire de 24 100 dollars environ, soit 313 000 dollars au total;
 - iv) Remise en état de deux groupes électrogènes (73 000 dollars). Le Palais est équipé de quatre groupes électrogènes de secours dont l'installation remonte au début des années 70. Les deux plus anciens ont déjà été complètement remis à neuf. On estime qu'un montant de 73 000 dollars permettrait de rénover les deux autres;
 - v) Remplacement du dispositif de déclenchement des compresseurs des installations de réfrigération (66 000 dollars). Il est proposé d'équiper les trois compresseurs des installations de réfrigération de déclencheurs électroniques neufs afin de prolonger la durée de vie des moteurs dont la mise en fonctionnement remonte à 1972;
 - vi) Remplacement des installations de climatisation des cabines d'interprétation des salles de conférence 21, 22 et 23 (438 000 dollars). Il est proposé de remplacer les installations actuelles, qui fonctionnent mal, par trois appareils distincts de façon à assurer un fonctionnement mieux adapté, plus efficace et plus économique;
 - vii) Poursuite du programme de remplacement des canalisations d'eau (66 000 dollars). Durant l'exercice biennal 1990-1991, il a été décidé de remplacer environ 1 000 mètres de canalisations en fonte, les travaux devant se dérouler sur trois exercices biennaux. Au cours de l'exercice biennal 1994-1995, on remplacera les canalisations d'eau aux deux endroits du Palais où cela n'a pas encore été fait (sous-sol du bâtiment du Secrétariat et sous-sol du bâtiment de l'Assemblée);
 - viii) Remplacement des deux chauffe-eau du restaurant des délégués (25 000 dollars). Les deux chauffe-eau actuels, d'une capacité de 400 litres chacun, qui assurent l'alimentation en eau chaude des cuisines du restaurant des délégués, datent de la construction du Palais. Sachant qu'ils ont plus de 60 années de service, il faudrait les remplacer;
 - ix) Poursuite du programme de remise en état du réseau d'assainissement (35 200 dollars). Lorsqu'elle a adopté le budget de l'exercice biennal 1990-1991, l'Assemblée générale a approuvé le remplacement de toutes les canalisations d'écoulement des eaux usées dans 70 locaux. Les ressources demandées doivent permettre d'exécuter la dernière phase du programme et serviront à couvrir le remplacement des canalisations dans les 20 locaux restants.

3. Office des Nations Unies à Vienne (300 000 dollars)

30.22 Aux termes de l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Gouvernement autrichien concernant la création et la gestion d'un fonds commun pour le financement des gros travaux de réparation et de remplacement au Centre international de Vienne, chacune des quatre parties audit accord verse chaque année 25 000 dollars au fonds commun et les sommes décaissées durant une année quelconque pour financer de gros travaux d'entretien ou de remplacement sont remboursées au fonds l'année suivante par les parties à parts égales, étant étendu qu'aucune des parties n'est tenue de verser un montant total supérieur à 150 000 dollars pour une année civile donnée. Sous réserve d'un examen effectué tous les cinq ans, c'est au Gouvernement autrichien qu'il appartient de payer la part des dépenses qui, au cours d'une année donnée, excéderait les montants versés par les organisations. Or, le fonds est actuellement insuffisamment approvisionné et sa dotation ne permet pas d'assurer les travaux d'entretien. La question devait être examinée en 1991 à la lumière des besoins prévus mais, à la demande des organisations participantes du Centre international de Vienne, les dispositions relatives au plafond de la contribution annuelle ont été provisoirement prorogées jusqu'à la fin de 1993. Des discussions sont en cours entre l'AIEA, l'ONU, l'ONUDI et le Gouvernement autrichien concernant l'accord sur le fonds commun et sur le protocole relatif à la liste provisoire des éléments principaux mentionnés au paragraphe 2 de l'article 2 de l'accord. Dans l'attente de la conclusion de ces négociations, le montant prévu de 300 000 dollars a été calculé en partant de l'hypothèse que le montant des dépenses imputables à l'ONU pour l'exercice biennal 1994-1995 serait, pour chacune des deux années, équivalent au plafond annuel de 150 000 dollars applicable jusqu'à fin 1993.

4. Office des Nations Unies à Nairobi (1 744 300 dollars)

30.23 Il est proposé d'exécuter à l'Office des Nations Unies à Nairobi, au cours de l'exercice biennal 1994-1995, les projets ci-après dont le coût est estimé à 1 744 300 dollars (aux taux courants) :

a) Bâtiments et terrains (1 386 700 dollars). Les ressources demandées doivent permettre de financer les travaux d'entretien de l'extérieur des bâtiments, des façades et des toits (264 000 dollars); le goudronnage des voies d'accès, des aires de stationnement et des voies réservées aux patrouilles de sécurité (133 800 dollars); l'aménagement paysager de 56 hectares de terrain (238 400 dollars); le remplacement des moquettes et des revêtements en linoléum des bureaux et des couloirs et la réfection des planchers (750 000 dollars);

b) Installations techniques (357 600 dollars). Les ressources demandées doivent permettre de réparer et de remettre en état le système de chauffage et de ventilation des zones où se trouvent les salles de conférence, et notamment de moderniser les installations de ces salles et d'effectuer l'entretien des chauffe-eau solaires (81 400 dollars); de réparer et d'entretenir les réseaux d'assainissement et d'écoulement des eaux usées et le système d'arrosage (128 300 dollars); d'acheter les pièces de rechange nécessaires à l'entretien des installations techniques et à la réalisation d'autres gros travaux d'entretien (141 200 dollars); et d'assurer l'entretien des bouches d'incendie et des dispositifs de détection d'incendie (6 700 dollars).

5. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (1 485 000 dollars)

30.24 Conformément au programme d'entretien à long terme qui a été arrêté, les principaux projets qu'il est proposé d'exécuter durant l'exercice biennal 1994-1995 et dont le coût est estimé à 1 485 000 dollars (aux taux courants) concernent les travaux suivants :

a) Bâtiments et terrains (400 000 dollars). Durant l'exercice biennal 1992-1993, il avait été envisagé de procéder au scellement des revêtements en marbre des façades est et ouest du bâtiment du secrétariat. A la suite des travaux préliminaires qui ont été effectués, il a cependant été décidé de remplacer le système de fixation et d'installer un nouveau système plus solide. Des ressources supplémentaires sont donc demandées à cette fin;

b) Systèmes techniques (1 085 000 dollars). Les ressources demandées à cette rubrique ont trait à l'achèvement des travaux de modernisation du système de climatisation (200 000 dollars); au remplacement et à l'amélioration des dispositifs d'alarme et de détection d'incendie (150 000 dollars); au remplacement d'un système de sécurité inopérant par un système informatisé de contrôle efficace des rondes (50 000 dollars); à l'entretien programmé de transformateurs de 69 kilowatts et de commutateurs (175 000 dollars); à la remise en état de l'unité de refroidissement du système de climatisation (375 000 dollars); au remplacement des barres omnibus (100 000 dollars); et au remplacement des fosses septiques (35 000 dollars).

6. *Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (475 000 dollars)*

30.25 Les ressources prévues à cette rubrique doivent servir à couvrir les dépenses liées au programme ci-après d'entretien à long terme :

a) Bâtiments et terrains (200 000 dollars). L'on a élaboré un programme de gros travaux d'entretien des bâtiments et des terrains devant se dérouler sur une période de six ans et dont le coût est estimé à 490 000 dollars. Les ressources demandées pour l'exercice biennal 1994-1995 doivent permettre de procéder au nettoyage des surfaces en béton et des châssis de fenêtre en aluminium (15 000 dollars); à l'étanchéification de la toiture du bâtiment principal de la CEPALC (80 000 dollars); au revêtement en dur de la zone située devant le bâtiment ainsi que de certains passages pour piétons endommagés par le tassement du terrain au fil des ans; à la réfection du revêtement de plusieurs voies d'accès situées à l'intérieur de l'enceinte de la CEPALC (45 000 dollars); et au changement du dallage du bâtiment principal (60 000 dollars);

b) Installations techniques (275 000 dollars). Le programme de remplacement des installations techniques portant sur une période de six années a été estimé à 450 000 dollars. Il est proposé d'exécuter les projets ci-après durant l'exercice biennal 1994-1995 : remplacement des commandes été-hiver du système de chauffage du bâtiment du Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES) et modernisation du système de chauffage du bâtiment nord (70 000 dollars); remplacement pour cause de vétusté d'un commutateur-inverseur de secours et remise en état du panneau électrique de la salle des chaudières et de tous les panneaux électriques du bâtiment principal et du bâtiment du CLADES (20 000 dollars); modification et nouvelle répartition des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation du CLADES et des installations d'appel d'air et de ventilation du bâtiment principal (100 000 dollars); réfection des toilettes du bâtiment principal (50 000 dollars); et rénovation des ascenseurs pour qu'ils soient conformes aux normes actuelles (35 000 dollars).

7. *Commission économique pour l'Afrique (860 000 dollars)*

30.26 Les ressources demandées à cette rubrique doivent servir à financer l'entretien de l'aire d'accès située entre la Maison de l'Afrique et la nouvelle aile du bâtiment (60 000 dollars); l'application de produits d'étanchéification sur les toitures de tous les bâtiments du secrétariat (80 000 dollars); l'entretien et le renouvellement du revêtement des chaussées goudronnées (80 000 dollars); la peinture des murs extérieurs et le remplacement du dallage de la Maison de l'Afrique (150 000 dollars); l'entretien et l'aménagement paysager du jardin et des zones paysagées (50 000 dollars); et l'entretien et la révision des installations techniques de la CEA, en particulier des services de conférence (440 000 dollars).